

Mémorial  **Memorial**
du des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Jeudi, 31 mars 1932.

N^o 17.

Donnerstag, 31. März 1932.

Arrêté grand-ducal du 30 mars 1932, concernant l'application de différentes conventions adoptées par la Conférence Internationale du Travail au cours de ses dix premières sessions.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 6 décembre 1876 sur le travail des enfants et des femmes dans les ateliers et usines et les arrêtés royaux grand-ducaux du 23 août 1877 et du 30 mai 1883 sur le travail des enfants ;

Vu les arrêtés du 14 décembre 1918 concernant l'introduction de la journée de huit heures ;

Vu la loi du 5 mars 1928 portant approbation des conventions qui ont été adoptées par la Conférence Internationale du Travail au cours de ses dix premières sessions ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Directeur général du travail et de la prévoyance sociale, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Titre I^{er}. — Champ d'application.

Art. 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté seront considérés comme établissements industriels notamment :

a) les mines, carrières et industries extractives de toute nature ;

b) les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation, y compris la construction des navires, les industries de

Großh. Beschluß vom 30. März 1932, betreffend die Anwendung verschiedener Abereinkommen, die von der Internationalen Arbeitskonferenz während ihrer zehn ersten Tagungen angenommen wurden.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 6. Dezember 1876 über die Kinder- und Frauenarbeit in Werkstätten und Fabriken, und der Königl. Großh. Beschlüsse vom 23. August 1877 und 30. Mai 1883 über die Arbeit der Kinder in gewerblichen Betrieben ;

Nach Einsicht der Beschlüsse vom 14. Dezember 1918, betreffend Einführung des Achtstundentages ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 5. März 1928, wodurch die von der Internationalen Arbeitskonferenz während ihren zehn ersten Tagungen angenommenen Abereinkommen genehmigt werden ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Arbeit und der sozialen Fürsorge, und nach Beratung der Regierung im Konseil ;

Saben beschlossen und beschließen :

Titel I. — Anwendungsbereich.

Art. 1. Als gewerbliche Betriebe, für die Anwendung des gegenwärtigen Beschlusses, gelten insbesondere :

a) Bergwerke, Steinbrüche und andere Anlagen zur Gewinnung von Bodenschätzen ;

b) Gewerbe, in denen Gegenstände hergestellt, umgeändert, gereinigt, ausgebessert, verziert, fertiggestellt, verkaufsbereit gemacht werden oder in denen Stoffe umgearbeitet werden, mit Einschluß des Schiffbaus, der Abbruchunternehmen, der Erzeugung,

démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité :

c) la construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetees, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau, ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus :

d) le transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée ou voie d'eau, maritime ou intérieure, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts, à l'exception du transport à la main.

Seront considérés comme établissements commerciaux tous lieux consacrés à la vente des marchandises ou à toute autre opération commerciale et notamment les établissements de banque et d'assurance, les hôtels, auberges, débits de boisson, restaurants et salons de consommation, les établissements thermaux, les entreprises foraines et de spectacles publics.

Seront considérées comme entreprises agricoles les entreprises visées par l'art. 159 de la loi du 17 décembre 1925 concernant le Code des assurances sociales. La sylviculture sera assimilée à l'agriculture.

Art. 2. Les dispositions des titres II, III et IV du présent arrêté ne s'appliquent pas aux établissements dans lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille.

Titre II. — Durée du travail.

Art. 3. Dans tous les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, la durée du travail du personnel ne pourra excéder huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine sauf les exceptions prévues ci-après :

a) les dispositions du présent titre ne sont pas applicables aux personnes occupant un poste de surveillance ou de direction ou un poste de confiance ;

Umformung und Übertragung von motorischer Kraft irgendwelcher Art und von Elektrizität ;

c) der Bau, der Wiederaufbau, die Instandhaltung, die Ausbesserung, der Umbau oder der Abbruch von Bauwerken, Eisenbahnen, Straßenbahnen, Häfen, Docks, Dammen, Kanälen, Anlagen für die Binnenschifffahrt, Straßen, Tunneln, Brücken, Straßenüberführungen, Abwasserkanälen, Brunnenschächten, Telegraph- und Telephonanlagen, elektrischen Anlagen, Gas- und Wasserwerken und anderen Bauarbeiten sowie die dazu nötigen Vor- und Grundarbeiten ;

d) die Beförderung von Personen oder Gütern auf Straßen, Eisenbahnen, Binnengewässern oder zur See, inbegriffen der Verkehr mit Gütern in Docks, an Ausladeplätzen, Werften und in Lagerhäusern, mit Ausnahme der Handbeförderung.

Als Handelsbetrieb gilt jede Stelle, an der Waren verkauft werden oder Handel getrieben wird und insbesondere die Banken und Versicherungsgesellschaften, die Gasthöfe, Herbergen, Ausschankstellen, Saisewirtschaften, Konditoreien, die Badeanlagen, die Marktunternehmen und die öffentlichen Schaustellungsunternehmen.

Als landwirtschaftliche Unternehmen gelten die in Art. 159 des Gesetzes vom 17. Dezember 1925 über die Sozialversicherungsordnung bezeichneten Betriebe. Die Forstwirtschaft ist der Landwirtschaft gleichgestellt.

Art. 2. Die Bestimmungen der Titel II, III und IV des gegenwärtigen Beschlusses finden keine Anwendung auf Betriebe in denen ausschließlich nur Mitglieder einer und derselben Familie beschäftigt werden.

Titel II. — Arbeitsdauer.

Art. 3. In allen öffentlichen oder privaten gewerblichen Betrieben oder deren Nebenbetrieben, welcher Art diese auch sind, darf die Arbeitsdauer täglich acht Stunden und wöchentlich achtundvierzig Stunden nicht überschreiten, vorbehaltlich der nachfolgend aufgeführten Ausnahmen :

a) die Bestimmungen dieses Beschlusses finden keine Anwendung auf Personen, die mit der Aufsicht oder Leitung beauftragt sind oder eine Vertrauensstellung bekleiden ;

b) lorsque en vertu d'une loi ou par suite de l'usage ou de conventions entre les organisations patronales et ouvrières, ou, à défaut de telles organisations entre les représentants des patrons et des ouvriers, la durée du travail d'un ou de plusieurs jours est inférieure à huit heures, le dépassement de la limite des huit heures pourra être autorisé par arrêté ministériel ou convention entre les organisations ou représentants susmentionnés pour les autres jours de la semaine sans que ce dépassement puisse jamais excéder une heure par jour :

c) lorsque les travaux s'effectuent par équipes la durée du travail pourra être prolongée au delà de huit heures par jour et de quarante-huit heures par semaine à la condition que la moyenne des heures de travail calculée sur une période de trois semaines ou moins ne dépasse pas huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine.

Art. 4. La limite des heures de travail prévue à l'art. 3 pourra être dépassée en cas d'accident survenu ou imminent ou en cas de travaux d'urgence à effectuer aux machines ou à l'outillage, ou en cas de force majeure, mais uniquement dans la mesure nécessaire pour éviter qu'une gêne sérieuse ne soit apportée à la marche normale de l'établissement.

Art. 5. La limite des heures de travail prévue à l'art. 3 pourra être dépassée dans les travaux classés par arrêté ministériel dont le fonctionnement doit, en raison même de la nature du travail, être assuré par des équipes successives, à la condition que les heures de travail n'excèdent pas en moyenne cinquante-six par semaine. Le régime n'affectera pas les congés qui peuvent être assurés aux travailleurs par la loi en compensation de leur jour de repos hebdomadaire.

Art. 6. Dans les cas exceptionnels où les limites fixées à l'art. 3 seraient reconnues inapplicables, et dans ces cas seulement, des conventions entre organisations ouvrières et patronales pourront, si le Gouvernement, à qui elles devront être communiquées, transforme leurs stipulations en règlements, établir sur une plus longue période un tableau réglant la durée journalière du travail.

La durée moyenne du travail, calculée sur le

b) beträgt nach Gesetz, Gewohnheit oder Vereinbarung zwischen Arbeitgeber- und Arbeiterverbänden oder, in Ermangelung solcher Verbände, zwischen Vertretern der Arbeitgeber und der Arbeiter die Arbeitszeit an einem oder mehreren Tagen der Woche weniger als acht Stunden, so kann durch Ministerialbeschluss oder durch Vereinbarung zwischen den genannten Verbänden oder Vertretern der Beteiligten eine Überschreitung der achtkündigen Arbeitszeit an den übrigen Tagen der Woche gestattet werden. Diese Überschreitung darf indessen nie mehr als eine Stunde täglich betragen.

c) bei Schichtarbeit kann die Arbeitszeit an einzelnen Tagen über acht Stunden und in einzelnen Wochen über achtundvierzig Stunden wöchentlich verlängert werden; in diesem Falle darf jedoch der Durchschnitt der Arbeitszeit, berechnet auf einen Zeitraum von drei Wochen oder weniger, acht Stunden täglich und achtundvierzig Stunden wöchentlich nicht übersteigen.

Art. 4. Die in Artikel 3 festgesetzte Arbeitszeit kann überschritten werden, wenn ein Unglücksfall eintritt oder droht, wenn dringliche Arbeiten an den Maschinen oder den Betriebseinrichtungen vorzunehmen sind oder wenn höhere Gewalt vorliegt, jedoch nur soweit es erforderlich ist, um eine ernsthafte Störung des regelmäßigen Betriebes zu verhüten.

Art. 5. Die in Artikel 3 festgesetzte Arbeitszeit kann bei Arbeiten, die durch Ministerialbeschluss bestimmt sind und die ihrer Natur nach einen ununterbrochenen Fortgang mit Schichtwechsel erfordern, unter der Bedingung überschritten werden, daß die Arbeitszeit durchschnittlich sechsundfünfzig Stunden wöchentlich nicht übersteigt. Durch diese Bestimmung wird der Anspruch der Arbeiter auf freie Zeit, die ihnen durch Gesetz als Ersatz für den wöchentlichen Ruhetag zugesichert werden kann, nicht berührt.

Art. 6. Erweisen sich die Bestimmungen des Artikels 3 über die Arbeitszeit ausnahmsweise als undurchführbar, aber nur in diesem Fall, kann durch Vereinbarungen zwischen Arbeiter- und Arbeitgeberverbänden die tägliche Arbeitszeit auf der Grundlage eines für einen längeren Zeitraum aufgestellten Arbeitsplanes geregelt werden, sofern jenen Vereinbarungen von der Regierung, der sie vorzulegen sind, die Kraft von Verordnungen gegeben wird.

Die durchschnittliche Arbeitszeit, berechnet auf die

nombre de semaines déterminé par le tableau, ne pourra en aucun cas excéder quarante-huit heures par semaine.

Art. 7. Seront déterminées par arrêté ministériel avec fixation du nombre maximum d'heures supplémentaires autorisées dans chaque cas :

a) les dérogations permanentes qu'il y aura lieu d'admettre pour les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite assignée au travail général de l'établissement ou pour certaines catégories de personnes dont le travail est spécialement intermittent ;

b) les dérogations temporaires qu'il y aura lieu d'admettre pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroûts de travail extraordinaires. Le taux du salaire pour les heures supplémentaires prestées en vertu de ce paragraphe sera majoré d'au moins 25%, par rapport au salaire normal.

Art. 8. Les chefs d'entreprise devront :

a) faire connaître, au moyen d'affiches apposées d'une manière apparente et en nombre suffisant dans leurs établissements, les heures auxquelles commence et finit le travail, ou, si le travail s'effectue par équipes, les heures auxquelles commence et finit le tour de chaque équipe. Les heures seront fixées de façon à ne pas dépasser les limites prévues ci-dessus, et, une fois notifiées, ne pourront être modifiées dans les entreprises régies par l'arrêté grand-ducal du 8 mai 1925 concernant l'institution de délégations ouvrières dans les entreprises industrielles, qu'après information préalable des délégations du personnel ;

b) faire connaître, de la même façon, les repos accordés pendant la durée du travail et considérés comme ne faisant pas partie des heures de travail ;

c) inscrire sur un registre spécial au jour le jour toutes les heures supplémentaires effectuées en vertu des art. 4 et 7 du présent arrêté.

Sera considéré comme illicite le fait d'employer une personne en dehors des heures fixées en vertu du paragraphe a, ou pendant les heures fixées en vertu du paragraphe b du présent article.

Art. 9. Les dispositions du présent titre s'appliquent à tous les établissements industriels, y compris les entreprises artisanales si elles répondent à une des conditions suivantes :

a) si normalement elles occupent plus de vingt salariés,

Zahl der im Plane festgesetzten Wochen, darf unter keinen Umständen achtundvierzig Stunden wöchentlich übersteigen.

Art. 7. Durch Ministerialbeschluss können, unter Festsetzung einer Höchstzahl der zu leistenden Überstunden, Ausnahmen zugelassen werden :

a) dauernde Ausnahmen für Vorbereitungs- oder Hilfsarbeiten, die notwendigerweise außerhalb der für den Betrieb allgemein festgesetzten Arbeitszeit vorgenommen werden müssen, oder für gewisse Gruppen von Arbeitern, deren Arbeit ihrem Wesen nach Unterbrechungen erfährt ;

b) vorübergehende Ausnahmen, die den Unternehmern gestatten sollen eine außergewöhnliche Steigerung der Arbeit zu bewerkstelligen. Diese Überstunden müssen mindestens um fünf und zwanzig vom Hundert über den Normallohn bezahlt werden.

Art. 8. Jeder Arbeitgeber ist gehalten :

a) durch Anschläge in genügender Anzahl und an gut sichtbarer Stelle im Betrieb den Beginn und den Schluß der Arbeitsstunden oder bei Schichtarbeit den Beginn und den Schluß jeder Schicht bekannt zu geben. Die Arbeitsstunden müssen so festgesetzt werden, daß sie die vorstehend bestimmten Grenzen nicht überschreiten und dürfen, einmal bekannt gemacht, in den Betrieben, die den Bestimmungen des Großh. Beschlusses vom 8. Mai 1925 über die Einrichtung der Arbeiterausschüsse in der gewerblichen Betrieben unterliegen, nur mehr nach vorheriger Berständigung der Personalvertretungen abgeändert werden ;

b) in gleicher Weise die während der Arbeit gewährten Ruhepausen, die nicht als Arbeitszeit gelten, bekanntzugeben ;

c) alle auf Grund der Art. 4 und 7 dieses Beschlusses geleisteten Überstunden Tag für Tag in ein Spezialregister einzutragen.

Die Beschäftigung einer Person außerhalb der nach Absatz a festgesetzten Arbeitsstunden oder während der nach Absatz b festgesetzten Ruhepausen gilt als ungesetzlich.

Art. 9. Die Bestimmungen dieses Titels sind anwendbar auf alle gewerblichen Unternehmen, mit Einschluß der Handwerkerbetriebe, wenn diese letzteren :

a) gewöhnlich mehr als zwanzig Arbeiter beschäftigen ;

b) si, à cause de la prédominance d'un outillage industriel tel que chaudières et moteurs mécaniques, ou par d'autres critères, elles doivent être considérées comme revêtant un caractère industriel.

Les dispositions du présent titre ne s'appliquent pas aux entreprises agricoles et commerciales.

Les arrêtés du 14 décembre 1918 concernant l'introduction de la journée de huit heures sont abrogés.

Titre III. — Travail des enfants.

Chapitre 1^{er}. — Age minimum d'admission des enfants au travail industriel.

Art. 10. Les enfants de moins de quatorze ans ne peuvent être employés ou travailler dans les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances.

Art. 11. Les dispositions du précédent article ne s'appliquent pas au travail des enfants dans les écoles professionnelles, à la condition que ce travail soit approuvé et surveillé par l'autorité publique.

Art. 12. Tous les chefs d'industrie ou patrons sont tenus d'inscrire dans les vingt-quatre heures de leur admission dans un registre spécial dressé selon le modèle annexé à l'arrêté du 30 mai 1883 concernant le travail des enfants, les noms, profession et domicile, le lieu et date de naissance de tous les ouvriers occupés dans leurs établissements. Mention sera également faite de la date de l'entrée dans l'établissement ou éventuellement de la sortie des mêmes ouvriers.

Chapitre II. — Travail de nuit des enfants.

Art. 13. Il est interdit d'employer pendant la nuit les enfants et adolescents de moins de dix-huit ans dans des établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances.

Art. 14. L'interdiction qui précède ne s'appliquera pas aux adolescents au-dessus de seize ans qui sont employés dans les industries énumérées ci-après à des travaux qui, en raison de leur nature, doivent nécessairement être continués jour et nuit :

- a) usines de fer et d'acier ;
- b) travaux où il est fait emploi de fours à réver-

b) infolge der vorherrschenden Verwendung einer industriellen Werteinrichtung, wie Dampfkessel und mechanische Motoren, oder infolge anderer Merkmale als Industrieunternehmen anzusehen sind.

Die Bestimmungen dieses Titels finden keine Anwendung auf Unternehmen der Landwirtschaft und des Handels.

Die Beschlüsse vom 14. Dezember 1918 über die Einführung des Achtstundentages sind abgeschafft.

Titel III. — Gewerbliche Arbeit der Kinder.

Kapitel I. — Mindestalter für die Zulassung der Kinder zur gewerblichen Arbeit.

Art. 10. Kinder unter vierzehn Jahren dürfen in öffentlichen oder privaten gewerblichen Betrieben oder deren Nebenbetrieben weder beschäftigt werden noch arbeiten.

Art. 11. Die Bestimmungen des vorstehenden Artikels finden keine Anwendung auf die Arbeit der Kinder in Fachschulen, vorausgesetzt, daß diese Arbeiten von der Behörde gestattet sind und von ihr überwacht werden.

Art. 12. Jeder Betriebsleiter oder Arbeitgeber ist gehalten, innerhalb von vierundzwanzig Stunden nach deren Annahme, Namen, Beruf, Wohnort, Ort und Datum der Geburt aller der in ihren Betrieben beschäftigten Arbeiter in ein Spezialregister einzutragen, das dem Muster zu entsprechen hat, welches dem Beschluß vom 30. Mai 1883 über die Arbeit der Kinder in den Gewerbebetrieben angefügt ist. Ebenso ist das Datum des Eintritts der Arbeiter in den Betrieb und gegebenenfalls, das Datum des Austritts zu verzeichnen.

Kapitel II. — Gewerbliche Nachtarbeit der Kinder.

Art. 13. Jugendliche unter achtzehn Jahren dürfen während der Nacht in öffentlichen oder privaten gewerblichen Betrieben oder deren Nebenbetrieben nicht beschäftigt werden.

Art. 14. Die vorstehende Bestimmung findet keine Anwendung auf Jugendliche über sechzehn Jahre, die in den nachstehend bezeichneten Betrieben mit Arbeiten beschäftigt werden, die ihrer Natur nach nicht unterbrochen werden können :

- a) Eisen- und Stahlwerke ;
- b) Arbeiten, zu denen Knecht- und Regene-

bère ou à régénération, et galvanisation de la tôle et du fil de fer (excepté les ateliers de décapage);

- c) verreries;
- d) papeteries;
- e) sucreries où l'on traite le sucre brut.

Art. 15. Le repos de nuit établi par l'art. 13 s'étendra sur une période d'au moins onze heures consécutives comprenant l'intervalle entre dix heures du soir et cinq heures du matin.

Cette période comprendra l'intervalle de neuf heures et demie du soir à cinq heures et demie du matin en ce qui concerne les enfants ayant moins de seize ans révolus occupés dans les manufactures, ateliers, chantiers ou usines.

Par arrêté ministériel la période comprise entre neuf heures du soir et quatre heures du matin pourra être substituée dans la boulangerie à la période de dix heures du soir à cinq heures du matin en ce qui concerne les adolescents d'au moins seize ans.

Art. 16. Les dispositions des art. 12 et 14 ne s'appliqueront pas au travail de nuit des enfants âgés de seize à dix-huit ans lorsqu'un cas de force majeure qui ne pouvait être prévu ou empêché, et qui ne présente pas un caractère périodique, met obstacle au fonctionnement normal d'un établissement industriel.

Titre IV. — Travail des femmes.

Chapitre I^{er}. — *Emploi des femmes avant et après l'accouchement.*

Art. 17. Dans tous les établissements industriels ou commerciaux, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, une femme mariée ou non :

- a) ne sera pas autorisée à travailler pendant une période de six semaines après ses couches;
- b) aura le droit de quitter son travail sur production d'un certificat médical déclarant que ses couches se produiront probablement dans un délai de six semaines;
- c) aura droit dans tous les cas, si elle allaite son enfant, à deux repos d'une demi-heure pour lui permettre l'allaitement.

Art. 18. Au cas où une femme mariée ou non s'absente de son travail, en vertu des paragraphes a et b de l'art. 17, ou en demeurera éloignée pendant une période plus longue à la suite d'une maladie attestée par certificat médical comme résultant de sa grossesse ou de ses couches et qui la met dans

rattoöfen benutzt werden, und Verzinsung von Eisenblech und Eisendraht (mit Ausnahme der Glühräume);

- c) Glashütten;
- d) Papierfabriken;
- e) Rohzuckerfabriken.

Art. 15. Die in Artikel 13 festgesetzte Nachtruhe ist auf mindestens elf aufeinanderfolgende Stunden auszuweiten, die die Zeit von zehn Uhr abends bis fünf Uhr morgens in sich schließen.

Die Ruheperiode hat den Zeitraum von 9,30 Uhr abends bis 5,30 Uhr morgens einzubegreifen für Jugendliche unter sechzehn Jahren, die in Manufakturen, Werkstätten, Fabriken oder auf anderen Arbeitsplätzen beschäftigt werden.

Durch Ministerialbeschluss kann für Bädereien die Zeitspanne von 9 Uhr abends bis 4 Uhr morgens anstatt derjenigen von 10 Uhr abends bis 5 Uhr morgens hinsichtlich der Beschäftigung von Jugendlichen von wenigstens sechzehn Jahren eingeführt werden.

Art. 16. Die Bestimmungen der Artikel 12 und 14 finden keine Anwendung auf die Nacharbeit von Jugendlichen im Alter von 16 bis 18 Jahren, wenn ein Fall höherer Gewalt eintritt, der unmöglich vorherzusehen war und keinen periodischen Charakter trägt, der aber den normalen Gang des Betriebes behindert.

Titel IV. — Frauenarbeit.

Kapitel I. — Beschäftigung der Frauen vor und nach der Niederkunft.

Art. 17. In allen öffentlichen oder privaten gewerblichen oder Handelsbetrieben oder deren Nebenbetrieben, ob verheiratet oder nicht,

- a) darf eine Frau während sechs Wochen nach ihrer Niederkunft nicht beschäftigt werden;
- b) ist jede Frau berechtigt, die Arbeit zu verlassen, wenn sie ein ärztliches Zeugnis beibringt, daß ihre Niederkunft voraussichtlich innerhalb sechs Wochen stattfinden wird;
- c) ist jeder Frau, die ihr Kind selbst nährt, zum Stillen täglich zweimal je eine halbe Stunde freizugeben.

Art. 18. Verläßt eine Frau gemäß Absatz a) und b) non vorstehendem Artikel 17 ihre Arbeit oder bleibt sie während längerer Zeit infolge einer Krankheit fern, die durch ärztliches Zeugnis als Folge ihrer Schwangerschaft oder Niederkunft erklärt worden ist, und sie zur Wiederaufnahme der Arbeit unfähig macht,

l'incapacité de reprendre son travail, son patron ne pourra, jusqu'à ce que son absence ait atteint la durée de trois mois, lui signifier son congé durant ladite absence, ou à une date telle que le délai de préavis expirerait pendant que dure l'absence susmentionnée.

Chapitre II. — *Travail de nuit des femmes.*

Art. 19. Les femmes sans distinction d'âge ne pourront être employées pendant la nuit dans aucun établissement industriel, public ou privé, ni dans aucune dépendance d'un de ces établissements, à l'exception toutefois des établissements visés au paragraphe *d* de l'art. 1^{er}.

Art. 20. Le repos de nuit établi par l'article qui précède aura une durée minimum de onze heures consécutives comprenant l'intervalle de dix heures du soir à cinq heures du matin.

Art. 21. L'interdiction du travail de nuit ne s'applique pas :

a) en cas de force majeure, lorsque dans une entreprise se produit une interruption d'exploitation impossible à prévoir et n'ayant pas un caractère périodique ;

b) dans le cas où le travail s'applique soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration qui seraient susceptibles d'altération très rapide lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable.

Art. 22. Dans les établissements industriels soumis à l'influence des saisons, et dans tous les cas où des circonstances exceptionnelles l'exigent, la durée de la période de nuit indiquée à l'art. 21 pourra être réduite à dix heures pendant soixante jours par an.

Art. 23. Les chefs d'entreprise qui voudront profiter de la faculté inscrite aux art. 21 et 22 sont tenus d'en informer d'avance l'inspecteur du travail et de lui remettre en même temps un tableau indiquant le nombre d'ouvrières occupées, la durée de leur occupation et le genre des travaux à effectuer. Ce même tableau devra être affiché dans les locaux de l'entreprise, à un endroit apparent.

so darf der Arbeitgeber ihr nicht kündigen bevor ihre Abwesenheit drei Monate erreicht hat, oder die Kündigung zu einem solchen Zeitpunkt während ihrer Abwesenheit aussprechen, daß die Kündigungsfrist während der vorewähnten Dauer abläuft.

Kapitel II. — *Nachtarbeit der Frauen.*

Art. 19. Frauen ohne Unterschied des Alters dürfen während der Nacht in öffentlichen oder privaten gewerblichen Betrieben oder deren Nebenbetrieben nicht beschäftigt werden, mit Ausnahme jedoch der in Absatz *a)* von Artikel 1 bezeichneten Betrieben.

Art. 20. Als Nachtruhe im Sinne des vorstehenden Artikels gilt ein Zeitraum von mindestens elf aufeinanderfolgenden Stunden, der die Zeit von 10 Uhr abends bis 5 Uhr morgens in sich schließt.

Art. 21. Das Verbot der Nachtarbeit findet keine Anwendung:

a) im Falle einer nicht vorherzusehenden, sich nicht periodisch wiederholenden Betriebsunterbrechung, die auf höhere Gewalt zurückzuführen ist;

b) in den Fällen, wo es sich um die Verarbeitung von Rohstoffen oder um die Bearbeitung von Gegenständen handelt, die einem sehr raschen Verderben ausgesetzt sind, wenn es zur Verhütung eines sonst unvermeidlichen Verlustes an diesen Rohstoffen oder Gegenständen erforderlich ist.

Art. 22. In den dem Einfluß der Jahreszeiten unterworfenen gewerblichen Betrieben, sowie in allen Fällen in denen außergewöhnliche Umstände es erheischen, kann die in Art. 21 angegebene Dauer der Nachtruhe an sechzig Tagen im Jahr auf zehn Stunden herabgesetzt werden.

Art. 23. Die Betriebsunternehmer, welche von der in den Art. 21 und 22 vorgesehenen Befugnis Gebrauch machen wollen, müssen den Gewerbe-Inspektor im voraus davon verständigen und ihm zugleich ein Verzeichnis über die beschäftigten Arbeiterinnen, die Dauer ihrer Beschäftigung und die Art der auszuführenden Arbeiten übergeben. Dasselbe Verzeichnis muß in den Betriebsräumen an einer gut sichtbaren Stelle angebracht werden.

Titre V. — Dispositions particulières à différents travaux.

Chapitre 1^{er}. — Travail de nuit dans la boulangerie.

Art. 24. La fabrication du pain, de la pâtisserie ou des produits similaires est interdite de dix heures du soir à cinq heures du matin.

Après accord entre les organisations professionnelles intéressées le commencement et la fin du repos de nuit résultant de l'alinéa précédent pourraient être avancés d'une heure par arrêté ministériel.

Cette interdiction s'applique au travail de toutes personnes, aussi bien patrons qu'ouvriers, participant à la fabrication visée ; elle ne concerne toutefois pas la fabrication ménagère effectuée par les membres d'un même foyer pour leur consommation personnelle.

La présente interdiction ne vise pas la fabrication en gros des biscuits ; les produits à qualifier de biscuits seront classés par arrêté ministériel.

Art. 25. L'interdiction de l'article qui précède ne s'appliquera pas en cas d'accident survenu ou imminent, ou en cas de travaux d'urgence à effectuer aux machines ou à l'outillage, ou en cas de force majeure, mais uniquement dans la mesure nécessaire pour éviter qu'une gêne sérieuse ne soit apportée à la marche normale de l'établissement.

Les patrons qui auront usé de la faculté inscrite au présent article seront tenus d'en informer l'inspecteur du travail, au cours de la journée, et de lui indiquer les noms des personnes occupées ainsi que le genre et la durée des travaux effectués.

Art. 26. Seront déterminées par arrêté ministériel :

- a) les dérogations permanentes nécessitées par l'exécution des travaux préparatoires et complémentaires dans la mesure où leur exécution est nécessaire en dehors de la période normale du travail ; le nombre d'ouvriers occupés à ces travaux sera limité au strict nécessaire, et les jeunes gens de moins de dix-huit ans ne pourront y participer ;
- b) les dérogations permanentes nécessaires pour assurer le repos hebdomadaire ;
- c) les dérogations temporaires nécessaires pour

Titel V. — Besondere Bestimmungen hinsichtlich verschiedener Arbeiten.

Kapitel I. — Nachtarbeit in Bäckereien.

Art. 24. Die Herstellung von Brot, Feinbrotwerk oder ähnlichen Erzeugnissen in dem Zeitraum von 10 Uhr abends bis 5 Uhr morgens ist verboten.

Nach Einverständnis zwischen den beteiligten Berufsverbänden kann der Beginn und der Schluß der in vorstehendem Absatz angegebenen Nachtruhe durch Ministerialbeschluß um eine Stunde vorgerückt werden.

Das in Absatz 1 bestimmte Verbot erstreckt sich auf die Arbeit sämtlicher Personen, der Betriebsinhaber wie Arbeitnehmer, die an der Herstellung der genannten Erzeugnisse beteiligt sind ; es bezieht sich indes nicht auf die hauswirtschaftliche Erzeugung durch Angehörige desselben Haushaltes für ihren Eigenverbrauch.

Das Verbot gilt auch nicht für die Herstellung von Biskuits im großen. Die unter den Begriff „Biskuits“ fallenden Erzeugnisse werden durch Ministerialbeschluß bezeichnet.

Art. 25. Das im vorstehenden Artikel bestimmte Verbot gilt nicht, wenn ein Unglücksfall eingetreten ist oder droht, wenn dringliche Arbeiten an den Maschinen oder den Betriebseinrichtungen vorzunehmen sind, oder wenn höhere Gewalt vorliegt, jedoch nur, soweit Maßnahmen erforderlich sind, um eine ernstliche Störung des regelmäßigen Betriebes zu verhüten.

Die Arbeitgeber, die von dieser Befugnis Gebrauch machen, müssen den Gewerbe-Inspektor im Laufe des Tages hiervon benachrichtigen, und ihm die Namen der beschäftigten Personen sowie die Art und die Dauer der ausgeführten Arbeiten angeben.

Art. 26. Durch Ministerialbeschluß werden bestimmt :

- a) dauernde Ausnahmen für Vorbereitungs- und Ergänzungsarbeiten, soweit diese notwendigerweise außerhalb der normalen Arbeitszeit verrichtet werden müssen. Die Zahl der bei diesen Arbeiten zu beschäftigten Personen ist auf das äußerste Minimum zu beschränken ; Jugendliche unter achtzehn Jahren sind davon ausgeschlossen ;
- b) dauernde Ausnahmen, die notwendig sind um dem Personal den wöchentlichen Ruhetag zu gewahren ;
- c) vorübergehende Ausnahmen, die notwendig

permettre aux entreprises de faire face à des surcroûts de travail extraordinaires ou à des nécessités d'ordre national.

Chapitre II. — *Emploi de la céruse dans la peinture.*

Art. 27. L'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments est interdit dans les travaux de peinture intérieure des bâtiments à l'exception des gares de chemin de fer et des établissements industriels dans lesquels l'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments en vue de ces travaux, sera autorisé par arrêté ministériel.

L'emploi de pigments blancs contenant au maximum 2% de plomb exprimé en plomb métal reste néanmoins autorisé.

La prohibition qui précède n'est applicable ni à la peinture décorative ni aux travaux de filage ou de rechampissage.

Art. 28. Il est interdit d'employer les jeunes gens de moins de dix-huit ans et les femmes aux travaux de peinture industrielle comportant l'usage de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments.

Toutefois, le Directeur général du travail pourra, après consultation de la Chambre de travail et de la Chambre patronale compétente, autoriser l'emploi d'apprentis pour leur éducation professionnelle aux travaux interdits par l'alinéa qui précède, en vertu d'un contrat d'apprentissage régulier portant stipulation expresse à cet effet, et sous telles conditions qui pourront être fixées dans chaque cas particulier. La dite autorisation pourra être suspendue ou retirée en tout moment; la suspension ou le retrait de l'autorisation motiveront la résiliation du contrat d'apprentissage.

Art. 29. Dans tous travaux pour lesquels cet emploi n'est pas interdit, l'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et de tous autres produits contenant ces pigments est soumis aux dispositions qui suivent ci-après.

Mesures imposées aux patrons et préposés.

Art. 30. La céruse, le sulfate de plomb et les produits contenant ces pigments ne peuvent être

find um den Betrieben die Bewältigung einer außergewöhnlichen Arbeitshäufung zu erlauben oder nationalen Erfordernissen zu genügen.

Kapitel II. — *Verwendung von Bleiweiß zum Anstrich.*

Art. 27. Bleiweiß, Bleisulfat oder Erzeugnisse, welche diese Farbstoffe enthalten, dürfen zum Anstreichen der Innenwände von Gebäuden nicht verwendet werden. Ausgenommen von dieser Maßnahme sind Bahnhöfe und gewerblichen Anlagen, für welche die Verwendung von Bleiweiß, Bleisulfat und anderer Erzeugnisse, die diese Farbstoffe enthalten, durch Ministerialbeschluss erlaubt wird.

Die Verwendung von weißen Farben, die höchstens zwei Prozent Blei, als metallisches Blei berechnet, enthalten, ist indes zulässig.

Das vorstehende Verbot gilt nicht für die Kunst- und Dekorationsmalerei und für das Linienziehen mit oder ohne Latte.

Art. 28. Jugendliche unter achtzehn Jahren und Frauen dürfen nicht mit gewerblichen Arbeiten beschäftigt werden, bei denen Bleiweiß, Bleisulfat oder andere Farben, welche diese Stoffe enthalten, verwendet werden.

Der General-Direktor der Arbeit kann jedoch, nach Anhörung der Arbeiterkammer und der zuständigen Arbeitgeber-Berufskammer, die Beschäftigung von Anstreicherlehrlingen bei den durch den vorstehenden Absatz verbotenen Arbeiten erlauben, falls ein regelrechter Lehrungsvertrag, mit diesbezüglicher ausdrücklicher Abmachung besteht. Besondere Bedingungen können dieserhalb in jedem einzelnen Falle festgelegt werden. Die erteilte Erlaubnis kann zu jedem Zeitpunkt vorübergehend und endgültig entzogen werden. Die vorübergehende oder endgültige Entziehung der Erlaubnis kann als Grund zur Lösung des Lehrungsvertrages gelten.

Art. 29. Alle Arbeiten, für welche die Verwendung von Bleiweiß, Bleisulfat und von allen Farben, die diese Stoffe enthalten, nicht verboten ist, unterliegen den nachfolgenden Bestimmungen:

Maßnahmen, die durch die Arbeitgeber und deren Aufseher zu treffen sind.

Art. 30. Bleiweiß, Bleisulfat oder Erzeugnisse, die diese Farbstoffe enthalten, dürfen für Anstreicher-

manipulés dans les travaux de peinture que sous forme de pâte ou de peinture prête à l'emploi.

Art. 31. Le chef d'entreprise sera tenu de fournir aux ouvriers occupés à la peinture par pulvérisation ou à tous travaux provoquant un dégagement de poussière des appareils respiratoires efficaces et de s'assurer de leur parfait entretien et de leur fonctionnement et emploi régulier. Chaque ouvrier disposera d'une éponge ou autre matière filtrante de rechange.

Art. 32. Le grattage et le ponçage de peintures ou mastics plombiques ne peuvent s'effectuer, toutes les fois que cela est possible, qu'après une humidification préalable; les râclures et déchets résultant du grattage doivent être évacués à l'état humide.

Art. 33. Des aspirateurs efficaces seront mis en marche chaque fois qu'il sera procédé en atelier à des travaux provoquant un dégagement de poussière ou à la peinture par pulvérisation.

Art. 34. Le chef d'entreprise mettra à la disposition de ses ouvriers un vestiaire séparé des ateliers. Chaque ouvrier disposera de deux porte-manteaux, l'un pour ses vêtements ordinaires, l'autre pour ses vêtements de travail.

Art. 35. Dans le même local ou dans un local communiquant se trouveront des cuvettes-lavabos alimentées d'eau courante salubre. Les ouvriers y auront à leur disposition du savon, des brosses à ongles et des essuie-mains propres.

L'installation comprendra au moins :

a) un essuie-mains et un verre à boire, numérotés par ouvrier, ainsi qu'une cuvette-lavabo par deux ouvriers ;

b) dans les établissements comprenant au moins cinq ouvriers, un bain-douche, muni de tous les accessoires nécessaires, par cinq ouvriers.

Art. 36. Les ouvriers ne seront admis à introduire des aliments ou boissons dans les ateliers ou chantiers permanents ; ils ne seront admis à boire ou manger que dans un local séparé après ablution préalable des mains et de la figure.

arbeiten nur in Pastenform oder als gebrauchsfertige Farben verwendet werden.

Art. 31. Der Arbeitgeber ist gehalten den Arbeitern, die mit Auftragen von Farben in Pulverform oder mit Arbeiten beschäftigt werden, welche eine Staubeentwicklung verursachen, Respiratoren zur Verfügung zu stellen, deren gute Instandhaltung, Wirksamkeit und regelmäßiger Gebrauch ständig zu überwachen ist. Jeder Arbeiter ist außerdem mit einem Ersatz-Schwamm oder einer anderen Ersatz-Filtermasse zu versehen.

Art. 32. Vielaltige Farben und Mitten dürfen nur nach vorherigem Anfeuchten, wenn dies irgendwie möglich ist, abgetragen oder abgeschabt werden. Die Schabsel und die Abfälle dürfen nur in angefeuchtem Zustande beseitigt werden.

Art. 33. Wirksame Absaugapparate sind jedesmal in Tätigkeit zu setzen, wenn in der Werkstätte Arbeiten auszuführen sind, die eine Staubeentwicklung hervorrufen, oder wenn Farben in Pulverform aufgetragen werden.

Art. 34. Der Arbeitgeber hat seinen Arbeitern einen von der Werkstätte getrennten Umkleideraum zur Verfügung zu stellen. Jedem Arbeiter sind zwei Kleiderhaken zuzuweisen, einen für seine Straßenkleider und einen anderen für seine Arbeitskleider.

Art. 35. In demselben Raume oder in einem anstoßenden Raume sind Wascheinrichtungen mit fließendem und reinlichem Wasser aufzustellen. Die Arbeiter müssen dort Seife und saubere Nagelbürsten und Handtücher zur Verfügung haben.

In der Wascheinrichtung müssen mindestens vorrätig sein :

a) ein Handtuch und ein Wasserglas, mit Ordnungsnummer für jeden Arbeiter, sowie ein Waschbecken für je zwei Arbeiter ;

b) in den Werkstätten, in welchen wenigstens fünf Arbeiter beschäftigt werden, eine mit allem nötigen Zubehör ausgestattete Brause auf je fünf Arbeiter.

Art. 36. Die Arbeiter dürfen weder Nahrungsmittel noch Getränke in die Werkstätten oder Arbeitsräume mitnehmen. Trinken oder Essen dürfen sie nur in einem getrennten Raume und erst nach vorheriger sorgfältiger Abwaschung von Händen und Gesicht.

Art. 37. Le chef d'entreprise sera tenu d'afficher et de distribuer sans retard les instructions relatives à l'hygiène qui lui seront remises à cet effet par l'inspection du travail ou l'association d'assurance contre les accidents.

Art. 38. Il ne pourra employer au travail à la céruse ou au sulfate de plomb les ouvriers qu'il saurait atteints de saturnisme.

Art. 39. Les ouvriers seront avertis du caractère toxique de la matière toutes les fois qu'ils seront appelés à travailler à la céruse, au sulfate de plomb ou à tous autres produits contenant ces pigments.

Mesures imposées aux ouvriers.

Art. 40. Les ouvriers seront tenus de se conformer strictement aux ordres qui leur seront donnés en vertu des dispositions qui précèdent par les patrons ou leurs représentants.

Art. 41. Ils mettront des coiffures et vêtements spéciaux pour travailler à la céruse et se laveront les mains et la figure avant de boire ou de manger ; il leur est défendu d'introduire des aliments, boissons ou tabacs sur les lieux de travail où il sera fait emploi de la céruse.

Art. 42. Ils seront tenus de se soumettre aux visites médicales qui seraient ordonnées par l'inspection du travail ou l'association d'assurance contre les accidents.

Art. 43. Des statistiques relatives au saturnisme chez les ouvriers peintres seront établies :

a) pour la morbidité, au moyen de la déclaration et de la vérification de tous les cas de saturnisme ;

b) pour la mortalité, suivant la méthode approuvée par le service officiel de statistique.

Disposition pénale.

Art. 44. Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté seront punis conformément à l'art. 2 de la loi du 5 mars 1928.

Art. 45. Notre Directeur général du travail et

Art. 37. Die ihm von der Gewerbe-Inspektion oder Unfallversicherungsanstalt übermittelten Hygienevorschriften hat der Arbeitgeber unverzüglich zum Anschlag zu bringen und an seine Arbeiter zu verteilen.

Art. 38. Er darf keinen Arbeiter zu Arbeiten mit Bleiweiß oder Bleisulfat heranziehen, von dem er weiß, daß derselbe an Bleierkrankung leidet.

Art. 39. Vor jeder Beschäftigung mit Bleiweiß, Bleisulfat oder andern Erzeugnissen, die diese Stoffe enthalten, sind die Arbeiter auf die Giftigkeit dieses Materials aufmerksam zu machen.

Vorschriften für die Arbeiter.

Art. 40. Die Arbeiter haben sich streng an die Vorschriften zu halten, die ihnen auf Grund der vorstehenden Bestimmungen vom Arbeitgeber oder seinem Vertreter erteilt werden.

Art. 41. Sie müssen eine besondere Kopfbedeckung aufsetzen und besondere Kleider anziehen um mit Bleiweiß zu arbeiten, und sie haben sich Hände und Gesicht zu waschen bevor sie trinken oder essen. Es ist ihnen verboten Nahrungsmittel, Getränke oder Tabak auf die Arbeitsstätten, wo mit Bleiweiß gearbeitet wird, mitzunehmen.

Art. 42. Sie müssen sich den ärztlichen Untersuchungen unterziehen, die von der Gewerbe-Inspektion oder der Unfallversicherung angeordnet werden können.

Art. 43. Statistiken über Bleierkrankungen der Anstreicherarbeiter werden aufgestellt:

a) für die Erkrankungshäufigkeit, auf Grund der Erklärungen und der Nachprüfung der angemeldeten Fälle von Bleierkrankung;

b) für die Sterblichkeit nach der von dem Statistischen Amte genehmigten Methode.

Strafbestimmungen.

Art. 44. Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen dieses Beschlusses werden gemäß Art. 2 des Gesetzes vom 5. März 1928 bestraft.

Art. 45. Unser General-Direktor der Arbeit und

de la prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Château de Berg, le 30 mars 1932.

Charlotte

*Le Directeur général
du travail et de la prévoyance sociale,
P. Dupong.*

der sozialen Fürsorge ist mit der Ausführung dieses Beschlusses betraut, der im „Memorial“ veröffentlicht wird.

Schloß Berg, den 30. März 1932.

Charlotte.

Der General-Direktor der Arbeit
und der sozialen Fürsorge,
P. Dupong.

Avis. — Enseignement supérieur et moyen. — Par arrêté grand-ducal du 29 mars 1932, M^{me} *Görgen-Jacoby*, répétitrice au lycée de jeunes filles d'Esch-s.-Alzette et M. *Antoine Wiltgen*, répétiteur à l'école industrielle et commerciale de Luxembourg, ont été nommés professeurs, la première au lycée de jeunes filles d'Esch-s.-Alz., le second au gymnase de Diekirch. — 30 mars 1932.

Avis. — Protection des oeuvres littéraires et artistiques. — D'après une information du Conseil Fédéral Suisse, le Japon, en ratifiant la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques, révisée en dernier lieu à Rome, le 2 juin 1928, a déclaré maintenir la réserve qu'il avait antérieurement formulée au sujet du droit de traduction. Cette réserve consiste à substituer à l'art. 8 de la Convention de Berne, révisée à Berlin, le 13 novembre 1908, l'art. 5 de la Convention de Berne primitive du 9 septembre 1886, dans la version de l'Acte additionnel de Paris, du 4 mai 1896. — La Convention de Rome du 2 juin 1928 est applicable à partir du jour de sa mise en vigueur au Japon (1^{er} août 1931), aux territoires ci-après mentionnés : Corée, Formose, Sakhaline du Sud, territoire à bail de Kouantoung. — 29 mars 1932.

Faillites. — Au relevé des faillites prononcées par le tribunal de commerce de Luxembourg pendant le mois de février 1932 (*Mémorial* 1932, page 134) il y a lieu de lire que c'est la faillite : Société Fennochio-Roussy et dame Valérie Roussy, épouse Fennochio (n^o 12 du relevé) qui a été rabattue par jugement du 26 février 1932, et non la faillite : Société Schiltz & Joseph Schiltz (n^o 13 du relevé). — 30 mars 1932.

